

Conditions générales de Prestations

Article 1. Présentation Terminologie

1.1. L'entreprise SEA-EVENTS & Passion de la zik a une activité de prestations dans les domaines de la musique, (animation, sonorisation, location, conseils, enregistrements, etc...).

1.2 Dans la totalité des présentes conditions générales de prestations, pour une meilleure compréhension, L'entreprise SEA-EVENTS & Passion de la zik est dénommée « le prestataire » et le client "l'acheteur".

1.3. Le terme "prestation" désigne ci-après une réalisation objet de la vente effectuée par le prestataire. La prestation peut désigner un ensemble de prestations de services tel qu'un conseil, une mise à disposition d'un savoir faire, une prestation intellectuelle, une location. Mais le terme prestation peut également désigner une vente d'objet mobilier tel qu'un appareil, un composant ou un matériel musical.

Article 2. Domaine d'application

2.1. Les présentes conditions générales de prestations s'appliquent à toute prestation de toute nature, effectuée par le prestataire dans les pays du monde entier. Elles prévalent sur toute condition d'achat, sauf dérogation expresse et formelle du prestataire.

2.2. Dans le cas où l'une quelconque des dispositions des présentes serait réputée ou déclarée nulle, ou non écrite, par un tribunal compétent, les autres dispositions resteront intégralement en vigueur et seront interprétées de façon à respecter l'intention originelle des parties exprimée dans les présentes conditions générales de prestations.

2.3. Le prestataire pourra modifier, réactualiser ou rectifier les présentes si besoin en est afin de prendre en compte une évolution législative, réglementaire, jurisprudentielle et/ou technique.

2.4. Le prestataire s'engage à communiquer les présentes conditions générales de prestations à tout acheteur qui en fait la demande. De plus, toute personne peut en prendre connaissance sur le site Internet du prestataire à l'adresse suivante : www.passiondelazik.com. Elles seront transmises avec chaque bon de commande ou devis émis par le prestataire et envoyé par fax et/ou par courrier.

Article 3. Formation du contrat - Caractéristiques de la prestation

3.1. Les présentes conditions générales peuvent être modifiées ou complétées lorsque le prestataire établit un bon de commande ou un devis qui constituent alors les conditions particulières. En cas de commande reçue de l'acheteur, celle-ci ne sera considérée comme acceptée définitivement par le prestataire qu'après acceptation écrite du prestataire. C'est cette acceptation qui constituera dans ce cas les conditions particulières.

3.2. L'obligation respective de chaque partie, de réaliser la prestation pour le prestataire et de payer la prestation pour l'acheteur, naît à partir du moment où l'acheteur a dûment signé et retourné par fax, courrier le devis et/ou le bon de commande émis par le prestataire.

3.3. Le prestataire pourra décider de refuser, d'interrompre ou de modifier la prestation, et ce sans indemnités au profit de l'acheteur, à partir du moment où :

- L'acheteur ne démontre pas ou plus un gage suffisant de solvabilité,

- Lorsque l'acheteur ne présente pas ou plus les compétences nécessaires et spécifiques à la réalisation complète de la prestation, soit parce que l'acheteur refuse de suivre les conseils prodigués par le prestataire ou les formations dispensées par le prestataire nécessaires à la réalisation définitive de la prestation, soit parce que l'acheteur ne dispose pas des infrastructures nécessaires à la réalisation complète de la prestation

- Lorsque le prestataire constatera tout acte de piratage, de fraude ou de non respect du code de bonne conduite propre à certaines prestations offertes par lui même.

3.4. Le prestataire se réserve le droit d'apporter des modifications non substantielles à ses prestations. En cas de force majeure, le prestataire se réserve le droit d'interrompre la prestation sans indemnités au profit de l'acheteur.

Article 4. Réserve de propriété

4.1. Le prestataire conserve la propriété de la prestation jusqu'au paiement effectif de l'intégralité du prix et accessoires. Ne constitue pas paiement au sens de cette clause la remise d'un titre créant une obligation de payer (lettre de change, traite ou autre). Le défaut de paiement de l'une quelconque des échéances pourra faire bénéficier le prestataire du droit de demander, aux frais de l'acheteur, le remboursement et/ou la restitution de la prestation.

4.2. Ces dispositions ne font pas obstacle au transfert à l'acheteur, dès la livraison, des risques de perte et de détérioration de la prestation ainsi que des dommages qu'elle pourrait occasionner.

Article 5. Propriété industrielle, intellectuelle, littéraire et artistique

5.1. Sauf disposition contraire expresse du contrat de prestation, le prestataire et ses ayants droits conservent l'intégralité de la propriété industrielle, intellectuelle, littéraire et artistique de la prestation.

5.2. Sauf autorisation expresse, préalable et écrite délivrée par le prestataire, reste interdite et ouvre droit à des dommages - intérêts, toute reproduction, adaptation, ou modification et, en général, tout détournement physique ou intellectuel de la prestation.

Article 6. Prix - Délais – Pénalités

6.1. Le prix de la prestation est ferme. Il est stipulé net et exprimé en euros portant sur le montant total à payer. Il peut être ajusté au tarif en vigueur dès lors que la mise en oeuvre du projet se ferait dans un délai de plus d'une année après sa commande.

6.2. Les conditions de l'offre concernent exclusivement les prestations spécifiées aux devis et/ou aux bons de commande. Toute prestation supplémentaire et non prévue sur le devis et/ou sur le bon de commande fera l'objet d'une majoration équivalente à sa valeur. Le refus de paiement d'une telle prestation ouvrira le droit pour le prestataire à la résiliation et au paiement intégral du contrat de prestation, et à une indemnité égale au préjudice subi et/ou à la valeur de la prestation.

6.3. A défaut de paiement à l'une quelconque des échéances, les autres échéances deviendront immédiatement exigibles, même si elles ont donné lieu à traite.

6.4. De plus, à titre de clause pénale et en application des dispositions légales, l'acheteur sera de plein droit redevable d'une pénalité pour retard de paiement, calculée par application à l'intégralité des sommes restant dues, d'un intérêt égal à 1,5 fois le taux d'intérêt légal par mois de retard.

6.5. Sauf stipulation contraire exprimée sur la facture ou le bon de commande aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé à une date antérieure à la date de livraison figurant sur le bon de commande ou tout autre document prouvant l'acceptation de le prestataire de réaliser la prestation.

6.6. Tout rejet de paiement de la part de l'établissement bancaire du client entraînera une facturation de frais au moins égale à 20 €.

6.7. Le montant des prestations est exigible à l'échéance accordée lors de la livraison (Matériel installé, testé et acquitté conforme au devis par l'acheteur). Il ne pourra être retenu que 30% de la somme en garantie versée par l'acheteur lors de la signature par les deux parties de l'offre émise par le prestataire, sauf stipulation plus favorable émise avec l'accord du prestataire. Les acomptes perçus par le

prestataire restent acquis à titre de dommages intérêts dans le cadre d'une résiliation de l'offre par l'acheteur après une période de droit de rétractation de 7 jours ouvrés. Une résiliation effectuée par l'acheteur dans un délai inférieur ou égal à l'avant-veille de la date de la prestation entraîne une obligation par l'acheteur de régler le solde complet du montant indiqué sur le devis.

6.8. Une facturation de frais de déplacements sera appliquée selon le tarif en vigueur pour toute prestation.

Article 7. Livraison - Réalisation de la prestation

7.1. Sauf stipulation expresse contraire, la livraison, quelle que soit la prestation, est réputée effectuée au lieu qui a été convenu avec l'acheteur. Si cette livraison est retardée pour une raison indépendante du prestataire, elle sera réputée avoir été effectuée à la date convenue.

7.2. Il incombe à l'acheteur, sauf stipulation contraire, d'assurer les frais et risques du transport de la prestation, postérieurement à la date de livraison.

7.3. En cas de dépassement de la date contractuelle de livraison alors que le client aurait fourni tous les éléments qu'il s'était engagé à fournir pour la bonne tenue des délais et sauf accords spéciaux, le prestataire encourt sans mise en demeure, pour chaque mois de retard à compter du deuxième, une pénalité de retard de 0,5 %, avec cumul maximum de 5 % de la valeur de la prestation dont la livraison est en retard. Les délais de livraison courent à partir de la plus tardive des dates suivantes : celle de l'acceptation par l'acheteur du devis proposé et certifié par le prestataire, celle de l'acceptation expresse du bon de commande par le prestataire, ou celle où sont parvenus au prestataire tous les renseignements et matériel nécessaires à la réalisation de la prestation que l'acheteur s'était engagé à remettre, celle de l'encaissement par le prestataire de l'acompte demandé par le prestataire pour la réalisation de la prestation.

Article 8. Confidentialité

8.1. Le prestataire et l'acheteur s'engagent à conserver confidentiels les informations et documents concernant l'autre partie, de quelque nature qu'ils soient, financiers, techniques, sociaux ou commerciaux, auxquels ils auraient pu avoir accès au cours de l'exécution de la prestation.

8.2. La précédente disposition ne fait pas obstacle à ce que le prestataire puisse faire état dans ses publicités ou documents commerciaux ou offres commerciales de toutes les commandes réalisées avec possibilité de mentionner la dénomination sociale de l'acheteur, l'objet de la commande et son montant. Cette possibilité ne confère pas au prestataire un droit quelconque sur les marques de l'acheteur autre que ceux précédemment évoqués.

Article 9. Responsabilité - Obligation de conseil

9.1. En tant que Association effectuant des prestations musicales, le prestataire reste tenu à une obligation de conseil. Ceci ouvre le droit au prestataire, nonobstant les dispositions du 3.2., de refuser ou d'interrompre la prestation à partir du moment où le client ne se soumet plus aux conseils prodigués par le prestataire et exprimées par lettre recommandée.

9.2. Cette obligation de conseils ne saurait être assimilée à une obligation de résultat compte tenu de la diversité des clients potentiels et de leurs connaissances respectives en musique. Cette obligation sera considérée comme remplie à partir du moment où le client aura accepté expressément le devis et/ou le bon de commande.

9.3. Ainsi, il est convenu, de convention expresse, et après acceptation du devis et du bon de commande établis par le prestataire, que l'acheteur reconnaît que ses compétences et que les démarches effectuées par le prestataire lui donnent les moyens d'apprécier la portée exacte des caractéristiques de la prestation et de son adaptation à l'usage auquel elle est destinée.

Article 10. Garantie

10.1. Le prestataire s'engage à remédier à tout vice de fonctionnement provenant de défaut de matière, de fabrication ou de conception. Cependant, sauf établissement d'un contrat spécial, le prestataire fournit les prestations immatérielles en l'état. La garantie ne portant que sur les prestations matérielles qui leur sont associés. La fourniture de choses matérielles comprend une garantie constructeur.

10.2. L'obligation de garantie reposant sur le prestataire est exclue si la matière ou la conception défectueuse provient de l'acheteur, si le vice de fonctionnement résulte d'une intervention de l'acheteur sans autorisation sur la prestation effectuée par le prestataire, si le fonctionnement défectueux provient de l'usure normale du bien ou d'une négligence ou défaut d'entretien de l'acheteur, ou encore si le fonctionnement défectueux résulte de la force majeure.

10.3. Le vice de fonctionnement doit se manifester dans une période de 1 à 3 mois en fonction du projet à compter de la livraison pour une utilisation normale du bien définie dans le bon de commande ou dans le contrat de prestation.

10.4. Pour pouvoir invoquer le bénéfice de cette garantie, l'acheteur doit aviser le prestataire sans retard et par écrit des vices qu'il impute à la prestation, et fournir toute justification quant à la réalité de ceux-ci.

10.5. Cette garantie couvre les frais de main-d'oeuvre et en général les travaux résultant de l'obligation de garantie. Ces différentes interventions n'ont pas pour conséquence de prolonger la durée mentionnée au 10.3.

10.6. De convention expresse, la responsabilité du prestataire est strictement limitée aux obligations ainsi définies et ne sera tenue à aucune indemnisation de quelque nature que se soit notamment en ce qui concerne les vices cachés et les dommages immatériels.

Article 11. Clause résolutoire

11.1. En cas d'inexécution de ses obligations par une partie, notamment en cas de non réalisation de la prestation de la part du prestataire ou en cas de défaut de paiement total ou partiel de la part de l'acheteur, la vente pourra être résolue de plein droit au profit de l'autre partie. La résolution prendra effet 30 jours après l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse.

11.2. En cas de défaut de paiement total ou partiel de la part de l'acheteur, le prestataire sera en droit de réclamer la restitution de la prestation ou sa compensation, les acomptes perçus restant acquis à titre de dommages et intérêts.